

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°15 - 11 novembre au 8 décembre 2019

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. -
Législation - Réglementation	p. 1 à 3
Normes - Labels - Démarches	p. 3
Matériaux - Produits - Techniques	p. 4
Outils - Méthodologies	p. 5
Économie - Incitations financières	p. 4 à 5
Immobilier	p. 6 à 7
Éducation - Formation - Documentation	p. 7
Réalisations	p. -
Professionnels - Entreprises	p. 7 à 8
Filières - Prestataires	p. 9
Bâtiment - Énergie	p. 9 à 11
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 11
Autres thèmes	p. 11 à 13

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

Repérage de l'amiante : un arrêté réintroduit le double niveau de certification avec ou sans mention - 18 novembre 2019

Un nouvel arrêté interministériel, entré en vigueur le 18 novembre, réintroduit le double niveau de certification « avec ou sans mention » des opérateurs de repérage de l'amiante dans les bâtiments. Cet arrêté intervient suite à l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté du 25 juillet 2016 qui définissait les critères de certification des compétences des diagnostiqueurs amiante.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/reglementation/arrete-du-08-11-2019-logl1923205a.php

RT 2012 : mise à jour de l'outil d'aide à l'application du Titre V des systèmes de récupération instantanée de chaleur sur eaux grises - 20 novembre 2019

Suite à la parution de l'arrêté du 2 septembre 2019 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes de récupération instantanée de chaleur sur eaux grises dans la réglementation thermique 2012, l'outil Excel d'aide à l'application du Titre V a été mis à jour.

A télécharger :

> « Outil d'aide à l'application du Titre V des systèmes de récupération instantanée de chaleur sur eaux grises » : www.rt-batiment.fr/documents/rt2012/titres5/outils/191008_OUTIL_RECUP%20CHALEUR_RT2012V2.xlsx

Autoconsommation collective : un arrêté fixe le critère de proximité géographique - 25 novembre 2019

Signé le 21 novembre et publié le 24 novembre au journal officiel, l'arrêté fixant le critère de proximité géographique de l'autoconsommation collective étendue, établit une distance maximale de deux kilomètres entre deux sites participants à une opération d'autoconsommation collective et une puissance maximale de 3 MW. Pour les zones non interconnectées, la puissance est ramenée à 0,5 MW.

Source :

> www.environnement-magazine.fr/energie/article/2019/11/25/126848/autoconsommation-collective-arrete-fixe-critere-proximite-geographique

RT 2012 : la fiche d'application « Limites d'application de la RT 2012 au titre de l'article I^{er} » a été mise à jour - 29 novembre 2019

Cette fiche d'application précise le champ d'application de la RT 2012. Elle explique notamment l'interprétation du terme « température normale d'utilisation » et les modalités d'application de la réglementation thermique aux « bâtiments ou parties de bâtiment qui, en raison de contraintes spécifiques liées à leur usage, doivent garantir des conditions particulières de température, d'hygrométrie ou de qualité de l'air, et nécessitant de ce fait des règles particulières ». Cette nouvelle version acte de la suppression des éléments concernant la connexion aéraulique salle de restauration - cuisine.

Source :

> www.rt-batiment.fr/batiments-neufs/reglementation-thermique-2012/documents-dapplication.html

A télécharger :

> « Fiche d'application : Limites d'application de la RT2012 au titre de l'article I^{er} » : www.rt-batiment.fr/documents/rt2012/fiches_applications/20191128_Limites_application_RT_2012_v1.2.pdf

Le passeport technique des installations gaz entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain - 5 décembre 2019

Les règles techniques et de sécurité applicables aux installations gaz ont été mises à jour et entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020. A compter du 1^{er} janvier prochain, l'arrêté du 02 août 1977 sera remplacé par l'arrêté du 23 février 2018, relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective. Cet arrêté crée notamment le « Passeport technique de l'installation intérieure gaz », qui permettra d'intégrer plus facilement l'innovation technique, notamment dans des bâtiments aux architectures souvent complexes.

Source :

> <https://lebatimentperformant.fr/actualites/le-passeport-technique-des-installations-gaz-arrive-le-1er-janvier/1/2947>

Une tribune dénonce les incohérences de la future RE 2020 - 5 décembre 2019

Plus de 1300 professionnels, parmi lesquels des thermiciens, des architectes, des concepteurs de bâtiment et des responsables publics, ont signé une tribune dénonçant les manquements de la future réglementation environnementale, prévue dans moins d'un an. L'objectif : interpellier les pouvoirs publics sur ce qu'ils estiment être une régression observée entre l'expérimentation E+C- et la future réglementation environnementale 2020 (disparition du bilan BEPOS, calcul du carbone illisible, attaques sur les énergies renouvelables photovoltaïques et le coefficient d'énergie primaire de l'électricité, ...). Les signataires avancent plusieurs propositions parmi lesquelles : la conservation du Bilan BEPOS incluant tous les autres usages de l'énergie, en plus du Cep ; l'adoption de la valeur actuelle du facteur d'énergie primaire de 2,74 pour l'électricité, ou *a minima* la maintien du statu quo de 2,58 ; la définition d'un objectif ambitieux de Bbio, au lieu des arbitrages pénalisant le photovoltaïque ; et le calcul de l'indicateur RER (toutes énergies renouvelables) et de l'indicateur RCR (chaleur renouvelable).

Source :

> www.cahiers-techniques-batiment.fr/article/re-2020-1300-acteurs-de-la-construction-tirent-le-signal-d-alarme.43009

Consultation publique : le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique propose de prolonger la dérogation de performance énergétique de 57,5 kWh/m².an pour les bâtiments collectifs jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation environnementale (RE 2020) - 6 décembre 2019

Les exigences en matière de performance énergétique des bâtiments neufs (RT 2012) prévoient que les bâtiments collectifs d'habitation doivent respecter en moyenne une consommation de 57,5 kWh/m².an jusqu'au 31 décembre 2019. Après cette date, l'exigence est portée à 50 kWh/m².an. Parallèlement, les travaux préparatoires à la future réglementation environnementale sont en cours, et devraient aboutir à une refonte des exigences en fin d'année 2020. Ainsi, compte tenu des contraintes technico-économiques relatives aux bâtiments collectifs, et afin d'éviter des évolutions successives des niveaux d'exigences, il est proposé de proroger la disposition actuelle jusqu'au 31 décembre 2020. Vous avez jusqu'au 27 décembre prochain pour déposer vos observations sur ce projet.

Source :

> www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/projet-d-arrete-modifiant-l-arrete-du-26-octobre-a21113.html

Consultation publique : projet d'ordonnance relative à la réécriture des règles de construction et à la recodification du livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation - 6 décembre 2019

La loi pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) promulguée le 10 août 2018 permet au gouvernement, dans son article 49, de prendre deux ordonnances. L'Ordonnance I, appelée « permis d'expérimenter », a été publiée le 30 octobre 2018 et définit les modalités selon lesquelles les maîtres d'ouvrage peuvent proposer des projets de construction contenant des solutions d'effet équivalent aux dispositions constructives applicables à l'opération. Cette seconde ordonnance vise à une réécriture du Livre I du code de la construction et de l'habitation permettant une « identification des objectifs poursuivis » et propose une pérennisation de l'expérimentation menée dans le cadre de l'Ordonnance du 30 octobre 2018. Vous avez jusqu'au 27 décembre prochain pour déposer vos observations sur ce projet de texte.

Source :

> www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/projet-d-ordonnance-relative-a-la-reecriture-des-a21114.html

RT 2012 : de nouveaux systèmes agréés « Titre V » - 10 décembre 2019

Viennent d'être agréés « Titre V » le système de « radiateur numérique » pour les bâtiments existants ainsi que le système « YACKBionic » et les « systèmes d'accumulateurs d'eau chaude sanitaire en eau technique » pour les « Bâtiments neufs ». Des annexes précisent les modalités de prise en compte de ces systèmes dans la réglementation thermique.

Source :

> www.rt-batiment.fr/batiments-neufs/reglementation-thermique-2012/titre-v-etude-des-cas-particuliers.html

A télécharger :

- > « Arrêté du 26 novembre 2019 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte du système « YACKBionic » dans la réglementation thermique 2012 » : www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039434827
- > « Arrêté du 26 novembre 2019 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes d'accumulateurs d'eau chaude sanitaire en eau technique » dans la réglementation thermique 2012 » : www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039456118
- > « Arrêté du 26 novembre 2019 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte du système de « radiateur numérique » dans la réglementation thermique pour les bâtiments existants » : www.rt-batiment.fr/documents/rt2012/titres5/Annexe_Titre_V_RT2012_Accumulateur_ECS.pdf

Le ministère de la Transition écologique a publié, le 11 décembre au Journal officiel, le décret qui prolonge la quatrième période des certificats d'économie d'énergie (CEE) d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2021. L'obligation d'économies d'énergie, réalisée par les vendeurs d'énergie, passe à un volume total de 2133 TWhc jusqu'à fin décembre 2021, soit une obligation supplémentaire de 533 TWhc.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/decret-cee-quatrieme-periode-energie-batiment-34601.php4

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Rénovation basse consommation en France : l'Observatoire BBC livre les résultats de son étude annuelle - 5 décembre 2019

Les labels Effinergie en rénovation concernent 175 000 logements (2 457 opérations) et 3,6 millions de m² en tertiaire (440 opérations). Portés essentiellement par la rénovation des logements collectifs, le marché de la rénovation basse consommation sur le secteur résidentiel bénéficie d'une forte croissance ces deux dernières années (2017 et 2018) avec plus de 33 000 logements rénovés à basse consommation par an. A ces chiffres, s'ajoutent ceux des appels à projets régionaux lancés par certaines régions de France. L'Observatoire BBC estime que 150 000 logements ont été rénovés depuis 2009 dans le cadre de ces dispositifs. De son côté, le marché dans le secteur tertiaire, en décroissance depuis 2015, se concentre principalement sur la rénovation de bureaux privés situés en région Ile-de-France (70%).

Source :

> <https://lebatimentperformant.fr/actualites/le-collectif-porte-la-renovation-basse-consommation/1/2948>

A télécharger :

> « Etude sur la rénovation basse consommation en France » :
www.effinergie.org/web/images/attach/base_doc/2583/20191008etude-la-renovation-bbc-en-france.pdf

L'association BBKA a labellisé 23 nouvelles opérations bas carbone - 6 décembre 2019

Le 3 décembre dernier, l'association BBKA a labellisé 23 nouvelles opérations bas carbone : 13 opérations tertiaire et 8 résidentiels en neuf, ainsi que 2 rénovations. Les projets ont été menés par quinze maîtres d'ouvrage : 3F Résidences/Gestionnaire Crous Créteil, AccorInvest, AEW-Ciloger, BNP Paribas Immobilier, Bouygues Immobilier, Communauté de Communes Sud Sarthe, Eiffage Immobilier Sud-Ouest, Fondation Santé des Etudiants de France, Nacarat, Nexity, Oise Habitat, Podeliha, Semapa, SNCF Mobilité, Woodeum-WO2. Toutes permettent au minimum de diviser par deux les émissions de carbone. Grâce à ces projets, ce sont plus de 37 000 tonnes de CO₂ qui devraient être économisées ou stockées.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/eco-construction/l-association-bbca-labellise-23-batiments-exemplaires-2019-12-06-35680

Expérimentation du label « Effinergie Patrimoine » : les candidatures sont ouvertes - 10 décembre 2019

Cette expérimentation vise à encourager et valoriser les opérations associant réhabilitation énergétique et préservation des bâtiments à caractère patrimonial, tout en améliorant la qualité de vie dans ces bâtiments. Pendant deux années (2020-2022), cette expérimentation va permettre de fiabiliser les règles techniques et de bénéficier de retours d'expériences qui seront valorisés dans l'Observatoire BBC et qui alimenteront le centre de ressources pour la réhabilitation responsable du bâti ancien (CREBA).

Source :

> www.effinergie.org/web/les-labels-effinergie/le-label-effinergie-patrimoine

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Matériaux biosourcés : Gramitherm®, un isolant à base de fibres d'herbe et à l'empreinte carbone négative - 20 novembre 2019

Développé en Suisse en 2006 et testé depuis plus de dix ans, Gramitherm® est un isolant biosourcé fabriqué à partir de fibres d'herbes auxquelles sont ajoutés de l'amidon comme liant et des éléments minéraux pour renforcer la protection incendie. Côté matière première, l'entreprise travaille pour l'heure avec deux partenaires, l'un en Allemagne qui achète de l'herbe et la bioraffine, l'autre aux Pays-Bas, issu du monde de l'entretien des zones humides. La transformation en panneaux est ensuite assurée en Belgique. Côté performance, ces panneaux affichent un lambda de 0,040 W/(m.K) et le plus bas niveau d'énergie grise de sa catégorie (18.5 MJ/Kg).

Source :

> www.ecohabitation.com/guides/3471/innovation-un-isolant-a-base-d-herbe/

L'Alliance HQE-GBC lance, avec le soutien financier de l'ADEME, un appel à accompagnement pour encourager la création de nouvelles déclarations environnementales collectives - Décembre 2019

Les objectifs de cette aide sont multiples :

- Mobiliser les fabricants des familles de produits et d'équipements qui ne sont pas encore engagés dans la production de déclarations environnementales ;
- Produire de nouvelles déclarations environnementales pour les familles de produits non couvertes ;
- Répondre aux besoins des maîtres d'ouvrage et maîtrises d'œuvre qui souhaitent utiliser des données spécifiques pour réaliser leurs ACV bâtiment.

Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 7 février 2020.

Source :

> www.hqegbc.org/appele-a-accompagnement-faistafdes-faistonpep/

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

Un outil en ligne pour calculer le coût d'une installation d'autoconsommation photovoltaïque - 14 novembre 2019

Le projet PVP4Grid auquel participent douze organisations de plusieurs pays européens a pour objectif principal d'accroître la part de marché de l'autoconsommation. Pour ce faire, le projet a lancé un outil en ligne permettant de calculer le coût d'une installation d'autoconsommation. Gratuit, cet outil est accessible à l'adresse suivante : www.pvp4grid.eu/cmt.

Source :

> www.pv-magazine.fr/2019/11/14/calculer-le-cout-de-votre-installation-dautoconsommation-avec-cet-outil-en-ligne-gratuit/

Une application pour valoriser les surplus de matériaux neufs non utilisés - 18 novembre 2019

À l'occasion de ses un an, StockPro, outil de gestion pour optimiser le gaspillage des matériaux, a lancé sa marketplace BtoB. Le principe est simple : une fois l'appli StockPro téléchargée, l'artisan en possession de produits neufs non utilisés durant un chantier peut les répertorier, les géolocaliser et les mettre en vente auprès des autres utilisateurs de l'application.

Source :

> <https://batijournal.com/une-appli-pour-valoriser-les-surplus-de-materiaux-neufs-non-utilises/103335>

ICHAQAI : l'AQC lance un nouvel outil d'aide à la décision pour penser qualité de l'air intérieur (QAI) dès la phase chantier - 22 novembre 2019

Destiné aux maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, constructeurs, OPC, entrepreneurs et artisans, l'outil ICHAQAI (<http://ichaqai.qualiteconstruction.com>) répertorie l'ensemble des actions et mesures préventives à mettre en œuvre dès la phase chantier, en neuf et en rénovation, pour optimiser la qualité de l'air intérieur pour les futurs occupants et limiter les impacts sur la santé des professionnels. Le fonctionnement de l'outil est simple : il s'agit pour le professionnel de renseigner les paramètres de son opération à partir d'une liste préétablie (typologie d'opération, matériaux utilisés, système de ventilation et équipement spécifique) pour voir s'afficher les actions et mesures propres à cette opération.

Source :

> <https://qualiteconstruction.com/actu-site-internet-ichaqai-qualite-air-interieur/>

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

L'inspection générale des finances (IGF) et le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) préconisent de mieux encadrer le dispositif Pinel - 14 novembre 2019

Dans un récent rapport, l'IGF et le CGEDD décrivent le dispositif Pinel comme un « *dispositif difficile à piloter* », aux « *nombreux effets négatifs* » mais dont le « *rôle d'accélérateur* » dans la production de logements est difficile à nier. Plutôt qu'une suppression nette qui « *entraînerait des perturbations dans la capacité de construction* », le rapport préconise donc de le faire évoluer vers un plafonnement et de mieux coordonner la réduction d'impôt avec les besoins des habitants et les politiques locales d'habitat et d'aménagement. Pour ce faire, le rapport recommande notamment le contingentement de la réduction d'impôt selon de critères de répartition et d'attribution, ainsi que la transformation de l'aide en subvention. Ces deux alternatives répondent, selon le rapport, au besoin de corriger les effets négatifs du dispositif, qui « *n'atteint que faiblement son objectif de réduction des loyers* » et « *ignore les priorités des politiques locales de l'habitat* ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/malgre-ses-atouts-pinel-doit-etre-mieux-encadre-selon-57991.php

Nouvelle prime à la rénovation énergétique : en 2020 l'Anah gèrera 200 000 dossiers d'aide - 18 novembre 2019

L'Agence nationale de l'habitat (Anah) devra gérer, en 2020, 200 000 dossiers de demande d'aides à la nouvelle prime, baptisée « Ma Prime Rénov' », qui remplacera le crédit d'impôt transition énergétique (CITE). Cette prime sera distribuée dès 2020 aux ménages modestes et très modestes (situés jusqu'au 4^{ème} décile de revenus), puis, en 2021, aux ménages de la classe moyenne (déciles 5 à 8 de revenus). Le nombre de dossiers de demandes gérées par l'Anah passera ainsi à 500 000 en 2021. Pour mémoire, en 2019, l'Anah a permis de financer les rénovations énergétiques de 84 000 logements dans le cadre de son programme « Habiter Mieux » (62 345 en 2018).

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/anah-prime-renovation-energetique-34427.php4

PTZ : les sénateurs ont voté le maintien du dispositif fiscal en zones B2 et C - 9 décembre 2019

Vendredi 6 décembre, les sénateurs ont adopté l'article 50 bis du projet de loi de finances qui prolonge d'un an, le dispositif fiscal du prêt à taux zéro sur l'ensemble du territoire. Dans un communiqué, la FFB et LCA-FFB ont salué cette décision qui vient conforter l'accession à la propriété des ménages modestes sur tous les territoires, y compris ruraux.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/legislation-et-reglements/ptz-les-senateurs-votent-le-maintien-du-dispositif-fiscal-en-zones-b2-et-c-2019-12-09-35684

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

Les mises en vente de logements neufs reculent au 3^{ème} trimestre - 15 novembre 2019

Selon les derniers chiffres du ministère, les mises en vente de logements neufs enregistrent une baisse de 20,2% en un an, correspondant à un stock de 21 000 logements. De leur côté, les réservations de logements neufs sont quasi stables, à un rythme de -0,9% par rapport au 3^{ème} trimestre 2018 (-2,6% pour l'individuel et -0,8% pour le collectif).

Source :

> www.batiactu.com/edito/logement-neuf-mises-vente-reculent-a-un-niveau-historique-58011.php

Construction neuve : permis de construire et mises en chantier toujours en baisse - 28 novembre 2019

Entre août et octobre, les autorisations de logements à la construction ont reculé de 2,2% par rapport aux trois mois précédents. Les logements collectifs ou en résidence connaissent la baisse la plus importante (-4,8%). Les mises en chantier diminuent également (-0,8%) : +0,7% pour les logements individuels et -1,8% pour les logements collectifs ou en résidence. Sur douze mois cumulés, les chiffres sont également dans le rouge : -4,9% pour les permis de construire à 442 800 logements, en baisse de 23 000 unités, et -4,1% pour les mises en chantier, à 409 700 unités, en diminution de 17 400 unités.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/construction-neuve-permis-de-construire-et-mises-en-chantier-toujours-en-baisse-2019-11-28-35629

Immobilier ancien : les prix continuent d'augmenter au 3^{ème} trimestre - 29 novembre 2019

Entre juillet et octobre 2019, la hausse des prix de l'ancien s'est accélérée. Selon les chiffres des notaires et de l'Insee, les prix ont augmenté de +3,2% par rapport à un an plus tôt. Dans le détail, les appartements tirent les prix vers le haut avec +4% entre l'été 2018 et l'été 2019, contre +2,5% pour les maisons. Et le marché s'oriente vers une nouvelle année de hausse. Outre les prix, on retrouve le même dynamisme du côté du nombre de transactions, qui atteignent un nouveau record. Elles dépassent le million avec 1 059 000 ventes à fin octobre. En un an, les ventes ont ainsi progressé de +10,4%.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/immobilier-ancien-les-prix-continuent-d-augmenter-au-3e-trimestre-2019-11-29-35626

Les taux de crédits immobiliers atteignent un nouveau plus bas historique - 3 décembre 2019

A 1,12% en moyenne, les taux des crédits immobiliers accordés par le secteur concurrentiel ont encore légèrement baissé en novembre dernier pour tomber à un niveau historiquement bas. A ce niveau particulièrement bas des taux s'ajoute celui historiquement long des délais de remboursement octroyés par les banques : à 230 mois, soit un peu plus de 19 ans.

Source :

> www.batiactu.com/edito/credit-immobilier-taux-a-un-nouveau-plus-bas-historique-58171.php

QUALITEL, EDF et 5 acteurs majeurs de l'habitat appellent à l'entrée en vigueur du carnet numérique du logement - 4 décembre 2019

Alors que le Conseil d'Etat s'apprête à examiner le projet de décret sur « le carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement » introduit par la loi ELAN, les sept lauréats désignés par le comité de pilotage du Plan de transition numérique du bâtiment en 2017 pour expérimenter cet outil (l'Association QUALITEL, EDF, EP, Energies demain, Intent Technologies, PMB software et Vilogi) se mobilisent pour son entrée en vigueur dès le 1^{er} janvier 2020. La France se mettrait ainsi au niveau des pays européens qui ont déjà enclenché cette démarche.

Source :

> www.cahiers-techniques-batiment.fr/article/qualitel-edf-et-5-acteurs-majeurs-de-l-habitat-appellent-a-l-entree-en-vigueur-du-carnet-numerique-du-logement.43004

Ce baromètre vise à accompagner les gérants immobiliers en proposant une mesure périodique du niveau d'avancement des acteurs de l'immobilier d'investissement sur l'intégration des 18 enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies.

A télécharger :

- > « Baromètre 2019 de l'Immobilier Responsable » :
https://ressources.taloe.fr/ressources/documents/1723_191212_OID_Barometre_de_Immobilier_Responsable-BD.pdf
- > « Baromètre 2019 de l'Immobilier Responsable - Synthèse » :
https://ressources.taloe.fr/ressources/documents/8956_191212_OID_BIR-resume_executif.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Marchés publics de maîtrise d'œuvre : la Miqcp actualise deux de ses guides - Novembre 2019

La Mission Interministérielle pour la qualité des constructions publiques a mis à jour deux de ses guides : le « Guide à l'intention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre » et le « Mini-guide pour bien choisir l'architecte et son équipe ». Ces deux guides sont téléchargeables gratuitement sur le site de la Miqcp.

A télécharger :

- > « Guide à l'intention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre » :
www.miqcp.gouv.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=111:bim-et-maquette-numerique-guide-de-recommandations-a-la-maitrise-d-ouvrage-2
- > « Marchés publics de maîtrise d'œuvre : mini-guide pour bien choisir l'architecte et son équipe » :
www.miqcp.gouv.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=96:le-mini-guide-pour-bien-choisir-l-architecte-et-son-equipe

Apprentissage : deux accords ont été signés - 12 décembre 2019

Le 22 novembre dernier, la CFDT, la CGT et l'UNSA ont signé deux accords sur l'organisation de l'apprentissage, conclus en négociation paritaire initiée par la Capeb. Ces accords portent sur « l'histoire, l'investissement et l'avenir de l'apprentissage du secteur ». Ils pérennisent le rôle du CCCA-BTP et ouvrent la voie à la création d'une tête de réseau des BTP CFA, l'objectif étant de garantir le déploiement « cohérent » de l'apprentissage sur l'ensemble du territoire.

Source :

- > www.batiweb.com/actualites/legislation-et-reglements/apprentissage-deux-accords-sont-signes-2019-12-12-35704

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

L'AQC publie un nouveau rapport dédié à l'isolation des combles perdus par soufflage - 14 novembre 2019

Dans les scénarios de rénovation énergétique, l'isolation des combles perdus par soufflage fait partie des techniques simples à mettre en œuvre pour traiter le plancher haut. Cependant, les défauts d'anticipation et de préparation du chantier peuvent conduire à une moindre amélioration de la performance thermique recherchée et pire encore mettre en péril la durabilité du bâti rénové. Ce Rapport REX a été réalisé en partenariat avec le Pôle énergie Franche-Comté. Il présente 12 enseignements pour sensibiliser et accompagner les professionnels aux bonnes pratiques pour obtenir une performance à la hauteur des enjeux énergétiques.

Source :

- > <https://qualiteconstruction.com/actu-rapport-rex-bp-isolation-combles-perdus-soufflage/>

Economie circulaire : 64% des professionnels du BTP ne se sentent pas assez informés - 26 novembre 2019

C'est ce que révèle une récente étude menée par Forbo Flooring Systems à l'occasion de la sortie du livre blanc « Economie circulaire - Les bonnes raisons de changer ». Une grande majorité des professionnels souhaitent pourtant s'inscrire dans cette dynamique que ce soit pour répondre à des convictions écologiques (71%) ou en vue de valoriser l'image de l'entreprise (64%). 80% des répondants associent l'économie circulaire au recyclage, 71% au développement durable, 50% à l'écologie et à l'environnement et 43% au réemploi.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/eco-construction/forbo-devoile-un-livre-blanc-pour-expliquer-et-encourager-l-economie-circulaire-2019-11-26-35605

BIM : l'AQC met en ligne cinq nouvelles vidéos - 2 décembre 2019

Elaborées en partenariat avec Envirobat Centre, ces vidéos disponibles sur le site de l'AQC proposent de répondre à cinq questions clés en matière de BIM à travers le point de vue de quatre acteurs de la construction :

- Par où commencer avant de me lancer dans mon premier projet BIM ?
- La question du management du BIM est centrale, quels conseils ?
- La maquette BIM : avatar virtuel du bâtiment ?
- Quels changements apporte le BIM dans l'organisation globale des projets ?
- Quels conseils pour un projet BIM en rénovation ?

Source :

> <https://qualiteconstruction.com/actu-vidéos-bim-bonnes-questions-operation/>

Plusieurs organisations professionnelles demandent au gouvernement de réintroduire l'idée d'un système alternatif à la responsabilité élargie du producteur dans le projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire - 3 décembre 2019

Alors que le projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire examiné à l'Assemblée nationale a entériné le principe d'une responsabilité élargie du producteur (REP) vendredi 29 novembre, la filière du bâtiment a publié une tribune le 3 décembre dernier pour réclamer un délai supplémentaire lui permettant de réfléchir, avec l'Ademe, à une alternative à la REP. Ce système risquerait en effet, selon la Fédération Française du Bâtiment, de coûter deux milliards d'euros supplémentaires au secteur du bâtiment.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/filiere-pollueur-payeur-le-batiment-reclame-une-alternative-a-la-rep-2019-12-03-35654

Construction bois : l'AQC propose cinq vidéos sur l'apprentissage des « gestes métier » - 4 décembre 2019

Réalisées dans le cadre du projet BiblioBois, ces vidéos pédagogiques traitent de la mise en œuvre de l'isolation thermique par l'extérieur et du gros œuvre bois. Six nouvelles vidéos devraient être mises en ligne avant la fin de l'année, notamment sur le traitement d'encadrement de baie et un chantier d'agencement intérieur. Toutes ces vidéos ont été réalisées par le FCBA, le CNDB et les Compagnons du Devoir avec le soutien de PACTE, de la DHUP, du Codifab, de France Bois Forêt et de l'AQC.

Source :

> <https://qualiteconstruction.com/actu-vidéos-bibliobois-apprentissage-gestes-metier-construction-bois/>

L'Observatoire des métiers du bâtiment publie une étude sur les profils des primo-entrants dans le secteur du BTP - 6 décembre 2019

Cette étude vise à présenter des données qualitatives concernant les profils, les parcours et les attentes des primo-entrants du BTP, recouvrant l'ensemble des métiers et fonctions du secteur, et représentatives de la diversité des contextes d'exercice (TPE, PME, ETI, grandes entreprises et grands groupes).

Source :

> www.metiers-btp.fr/les-deux-nouvelles-etudes-de-lobservatoire-a-votre-disposition/

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

L'éolien représentera 12% de la consommation d'électricité française en 2025 - 13 novembre 2019

Selon une récente étude Xerfi-Precepta, la production éolienne n'a cessé de croître depuis 2014 dans l'Hexagone : de 16,2 TWh cumulés en 2014, la totalité des parcs d'aérogénérateurs est passée à 22,6 TWh en 2017, puis à 27,8 TWh en 2018. Jusqu'à présent, la hausse globale se serait chiffrée à 3,1 TWh par an depuis 2014. Les estimations tablent sur 31,7 TWh cumulés pour l'année 2019 et 58 TWh en 2025. Entre 2019 et 2025, la croissance devrait être de l'ordre de 4,4 TWh par an.

Source :

> www.batiactu.com/edito/eolien-representera-12-consommation-electricite-francaise-57974.php

5,7 millions de tonnes de CO₂ évitées en 2018 grâce aux réseaux de chaleur et de froid - 19 novembre 2019

Les résultats de l'étude 2019 du Syndicat national du chauffage urbain et de la climatisation urbaine et l'association AMORCE confirment le rôle des réseaux de chaleur comme vecteur de la décarbonation. En dix ans, la part des énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) utilisées par les réseaux de chaleur est passée de 27% à 57,1%. Principales EnR&R utilisées par les réseaux de chaleur : la chaleur de récupération provenant des unités de valorisation énergétique des déchets (25%), la biomasse (22%) et la géothermie (5%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/etiquette-inciter-clients-a-changer-leur-chaudiere-57785.php

Une fin d'année incertaine pour les matériaux de construction - 4 décembre 2019

Alors que l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (Unicem) prévoyait une bonne année 2019 pour les matériaux de construction, le bilan est finalement plutôt mitigé en cette fin d'année. Si l'année 2019 a bien commencé (+8,5% pour la production de granulats et +13,3% pour les livraisons de béton prêt l'emploi), elle se termine en demi-teinte : -0,9% par rapport au trimestre précédent et -1,3% par rapport à la même période un an plus tôt pour les granulats ; -3% par rapport au trimestre précédent et -5,2% par rapport à l'année précédente pour le béton prêt à l'emploi. Etant donné les incertitudes de cette fin d'année, l'Unicem table pour l'ensemble de l'année 2019 sur une hausse de +1% pour la production de granulats et de +0,5% pour le béton prêt à l'emploi.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/une-fin-d-annee-incertaine-pour-les-matériaux-de-construction-2019-12-04-35650

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

70% des particuliers sont préoccupés par leur consommation énergétique - Novembre 2019

C'est ce qu'il ressort du dernier baromètre Energie-Info 2019 publié par le Médiateur national de l'énergie. La consommation d'énergie demeure un sujet de préoccupation important pour 70% des ménages (68% en 2018 et 2017). Comme en 2018, 15% des répondants déclarent avoir souffert du froid au cours de l'hiver. La mauvaise isolation de leur logement en est toujours la raison principale (41% d'entre eux). De même, 1/3 des ménages affirme avoir restreint le chauffage pour ne pas avoir de factures trop élevées, et 1 foyer sur 10 rencontre des difficultés pour payer certaines factures d'électricité ou de gaz naturel.

Source :

> www.energie-mediateur.fr/publication/2019-13eme-edition-du-barometre-energie-info/

Rénovation énergétique des copropriétés : deux programmes pour mobiliser les copropriétaires et les syndicats - 25 novembre 2019

Le premier, baptisé « La copro des possibles » a été initié par C.S. Partenaire, spécialiste de l'accompagnement des copropriétés. Ce programme vise à former aux économies d'énergie 8 000 copropriétés et 800 syndicats dans neuf régions de France en 2020. Lauréat du dernier appel à projets des certificats d'économies d'énergie et doté d'une enveloppe de trois millions d'euros sur deux ans, ce programme proposera deux parcours complémentaires (un pour les copropriétaires, un pour les syndicats) destinés à « agir sur la prise de décision collective, en proposant des outils concrets de dynamique relationnelle ».

Le second lancé par la FNAIM et l'association Qualitel vise, pour sa part, à faciliter le passage à l'acte des copropriétaires et des syndicats « en leur donnant les bonnes informations et en combattant les idées reçues autour de la rénovation énergétique ». Baptisé « Les copros vertes », ce programme va s'articuler autour de trois axes principaux : une formation en ligne gratuite pour le grand public, des sessions de formation pour les syndicats développées avec l'École supérieure de l'Immobilier et un grand « Tour des régions » qui aura lieu dans 15 villes de France.

Sources :

- > www.actu-environnement.com/ae/news/cs-partenaire-programme-cee-copro-des-possibles-renovation-economies-energie-regions-34454.php4
- > www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/les-copros-vertes-nouveau-programme-pour-massifier-la-renovation-des-coproprietes-2019-11-25-35600

Les dépenses énergétiques des collectivités locales ont augmenté de 4% - 20 novembre 2019

C'est ce que révèlent les résultats de l'étude quinquennale de l'ADEME sur les « Dépenses énergétiques des collectivités locales ». En 2017, la consommation d'énergie des collectivités incluses dans le périmètre de l'étude est de 39,7 TWh (75% pour le bâtiment, 11% pour l'éclairage public, 8% pour la gestion des déchets et de l'eau, et 6% pour les carburants). La hausse des consommations des collectivités locales est principalement liée à la hausse des consommations des bâtiments : +13% (correction faite des variations climatiques) et ce malgré la baisse des consommations d'énergie liées à l'éclairage public et aux transports (respectivement -30% et -16%).

Source :

- > <https://presse.ademe.fr/2019/11/depenses-energetiques-des-collectivites-locales-consommations-en-legere-hausse-factures-en-baisse.html>

L'AQC publie une plaquette pour aider les particuliers à choisir leur installateur photovoltaïque - 20 novembre 2019

Réalisée avec l'Anil et l'INC, cette plaquette est destinée aux particuliers qui souhaitent faire installer des panneaux photovoltaïques. Elle précise l'importance du choix de l'installateur et donne de nombreux conseils pratiques tels que la nécessité d'une visite sur place, la délivrance d'une attestation d'assurance, les risques d'acheter sur foire ou salons. Elle rappelle aussi les principes techniques d'une installation photovoltaïque.

Source :

- > <https://qualiteconstruction.com/actu-plaquette-photovoltaïque-bien-choisir-son-installateur/>

L'Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE) publie les résultats de son étude sur « la prise en compte de la performance énergétique dans la qualification de la décence d'un logement » - 21 novembre 2019

Cette étude, menée de janvier à septembre 2019, visait à : comprendre comment la performance énergétique des logements pouvait être mieux caractérisée dans le cadre de la qualification de la décence, sur la base de l'analyse des dispositifs existants et des pratiques des acteurs de terrain ; et formuler des propositions que le groupe thématique « Décence » de l'ONPE pourrait porter.

Source :

- > www.precarite-energie.org/etude-sur-la-prise-en-compte-de-la-performance-energetique-dans-la-qualification-de-la-decence-dun-logement/

A télécharger :

- > « Prise en compte de la performance énergétique dans la qualification de la décence d'un logement – Synthèse » : www.precarite-energie.org/wp-content/uploads/2019/11/onpe-note-de-synthese-decence-et-performance-energetique.pdf

Rénovation énergétique des bâtiments remarquables : la Banque des Territoires et l'association Sites & Cités lancent l'appel à projets « 20 projets pour 2020 » - 21 novembre 2019

L'appel à projets « 20 projets pour 2020 » s'adresse aux villes signataires du programme « Action cœur de ville », dotées d'un site patrimonial remarquable. La Banque des Territoires financera des études d'ingénierie afin d'accompagner vingt projets retenus portant sur la rénovation énergétique de bâtiments publics et d'immeubles de logements remarquables, portés par des collectivités locales et leurs opérateurs. Elle mobilisera un million d'euros dès 2020. Le dépôt des candidatures se fera auprès de Sites & Cités, à compter de janvier 2020. Sites & Cités assurera l'instruction des dossiers déposés et l'accompagnement des bénéficiaires.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/banque-territoires-renovation-energetique-batiment-remarquable-34466.php4

Consultation pour l'Observatoire National de la Rénovation Énergétique - 29 novembre 2019

L'ADEME et le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire organisent une consultation dans le cadre d'une étude de préfiguration de l'Observatoire National de la Rénovation Énergétique pour le parc bâti résidentiel et tertiaire. Cette consultation doit permettre de créer des synergies de travail et d'avoir une vision partagée de l'Observatoire. Les réponses au questionnaire permettront d'alimenter le diagnostic des besoins en matière d'observation en France et l'état des lieux des ressources en présence (acteurs, données, compétences, etc.).

Source :

> www.novabuild.fr/actualites/consultation-ouverte-pour-futur-observatoire-national-renovation-energetique

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

Prévention des addictions : la Fondation du BTP lance « Déclic Addictions », une nouvelle formation pour prévenir et lutter contre les addictions à l'alcool et aux drogues - 26 novembre 2019

Depuis 2011, la Fondation du BTP déploie un ensemble d'outils afin d'aider les entreprises dans l'accompagnement des salariés en difficulté avec l'alcool et les drogues. Dans le cadre de sa mission de prévention des risques professionnels, elle annonce le lancement d'une nouvelle formation. Destinée aux entreprises du secteur du BTP, « Déclic Addictions » vise à lever le tabou, sensibiliser les publics concernés et apprendre à (ré)agir.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/prevention-des-addictions-la-fondation-du-btp-renforce-ses-actions-2019-11-26-35610

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Enjeux écologiques des territoires : l'Ademe publie un guide à l'attention des candidats aux municipales - 13 novembre 2019

Publié en partenariat avec trois associations de collectivités, ce guide est constitué de vingt fiches thématiques correspondant aux grands enjeux écologiques des territoires : l'énergie, les déchets, la qualité de l'air et la mobilité, l'approvisionnement ou l'adaptation aux changements climatiques.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/ademe-transition-ecologique-municipales-34398.php4

« Maires et architectes, 10 clés pour réussir la transition écologique » - 18 novembre 2019

Le Conseil national de l'Ordre des architectes publie un guide à l'attention des élus des villes petites et moyennes pour les aider à répondre concrètement aux défis de la transition écologique. Ce guide propose, à travers dix chapitres, une série de préconisations en les illustrant de quelques exemples concrets de bonnes pratiques locales. Parmi les pistes évoquées : la mise en place d'une stratégie globale adaptée aux besoins de la commune pour valoriser les ressources territoriales ; la limitation de l'étalement urbain et la consommation des ressources en renforçant la centralité du bourg ou de la ville par le développement d'une offre de logements et de services de qualité ; la réhabilitation du bâti existant et la reconversion des friches urbaines ; ...

Source :

> www.architectes.org/actualites/maires-et-architectes-10-cles-pour-reussir-la-transition-ecologique

Un guide pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises - 22 novembre 2019

Le Comité 21, réseau français multi-acteurs du développement durable, a publié, en partenariat avec le Cerema, un guide pratique pour aider les collectivités françaises à s'approprier et atteindre les 17 Objectifs onusiens de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Il fournit, au niveau territorial, des pistes concrètes pour décliner localement les 17 ODD et leurs 169 cibles. Il recueille les retours d'expériences de sept collectivités pionnières qui ont engagé une stratégie territoriale prenant appui sur les ODD : les Régions Bourgogne-Franche-Comté et Nouvelle-Aquitaine, le département de la Gironde, Perpignan Méditerranée métropole, ainsi que les communes d'Ayen, de Niort et de Saint-Fons.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/comite21-guide-odd-cerema-34479.php4#xtor=ES-6

A télécharger :

> « Pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises » :
www.doc-transition-energetique.info/Record.htm?record=19127507124919457899

Energies renouvelables : un rapport parlementaire préconise de réallouer une partie des moyens qui leur sont affectés à la politique de l'habitat et aux transports - 26 novembre 2019

Dans un récent rapport parlementaire, la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les énergies renouvelables émet plusieurs recommandations parmi lesquelles la nécessité de « réduire la facture » des énergies vertes intermittentes, la réallocation d'une partie des moyens qui sont affectés aux énergies renouvelables à la politique de l'habitat et aux transports, ou, bien encore, la simplification des taxes grâce à la fusion de l'ensemble des taxes existantes en une taxe unique, qui serait affectée pour un tiers au soutien des entreprises engagées dans la transition écologique, pour un autre tiers à la lutte contre la précarité énergétique, et, pour le dernier tiers, à l'investissement dans les équipements des territoires.

Source :

> www.batiactu.com/edito/energies-renouvelables-un-rapport-parlementaire-preconise-58101.php

Le Commissariat général au développement durable publie l'édition 2019 des « Chiffres clés de l'énergie » - 2 décembre 2019

En 2018, le secteur de l'énergie représente 2% de la valeur ajoutée en France. Les ménages, les entreprises et les administrations ont dépensé 153,5 Md€ en 2017 pour satisfaire leurs besoins en énergie. Un ménage a dépensé en moyenne 1 519 € en énergie pour son logement (dont 895 € en électricité, 337 € en gaz naturel, 187 € en produits pétroliers, 57 € en chaleur distribuée par réseau et 43 € en bois) et 1 386 € en carburants. En 2018, dans un contexte de prix internationaux en hausse, l'énergie pèse à hauteur de 45 Md€ dans le déficit commercial de la France.

Source :

> www.precarite-energie.org/chiffres-cles-de-lenergie/

Economie circulaire et bâtiment : Nomadéis présente les conclusions de l'enquête BATIFLUX 3 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur - 5 décembre 2019

Le projet BATIFLUX 3 a permis d'identifier des leviers de développement des meilleures pratiques en matière de réemploi, de réutilisation et d'éco-conception dans le bâtiment, à partir d'une analyse des perceptions, pratiques et attentes de la Maîtrise d'ouvrage et des architectes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/paca-reemploi-reutilisation-et-ecoconception-etude.html

Une récente étude menée par Promotelec, la Fédération des Services aux Particuliers et le groupe La Poste, montre que les objets connectés « *se banalisent sans susciter l'engouement* ». S'ils semblent utiles notamment dans des pièces comme le salon et la cuisine, les Français sont peu nombreux à leur faire confiance. Ils craignent en effet les objets « espions » et attendent encore de la Smart Home qu'elle fasse ses preuves. Parmi les objets connectés les plus représentés dans les logements : la télévision (31%), les robots ménagers (16%) et les systèmes d'alarme connectés (13%). A noter que l'assistant intelligent à commande vocale a gagné en présence (12% soit +5 points par rapport à l'an dernier) tout comme les systèmes de chauffage intelligents (11%, soit +2 points). Les volets roulants connectés pilotables à distance restent quant à eux « *anecdotiques* » (8%), tout comme les systèmes d'éclairage intelligents (7%) ou de climatisation intelligente (5%). Alors que la qualité de l'air s'impose comme un enjeu de santé publique, les appareils connectés de contrôle de la QAI s'invite cette année dans le classement (5%).

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/les-objets-connectes-ne-suscitent-pas-l-engouement-etude-2019-12-06-35670

/// SOMMAIRE ///



Les membres du Réseau Bâtiment Durable

Alliance HQE-GBC - AQUAA - BEN BTP
Cd2e - Cluster Eco-Bâtiment - Collectif Effinergie
Ekopolis - EnvirobatBDM - Envirobat Centre - Envirobat Occitanie
Envirobat Grand Est - Envirobat Réunion - Globe 21 - KEBATI
Novabuild - Noveco - Odéys - Pôle énergie Bourgogne-Franche-Comté
Réseau Breton Bâtiment Durable - S2e2 - Terra'noi
Ville & Aménagement Durable

Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR